



LULA ET LE COMBAT POUR LA DEMOCRATIE AU BRÉSIL



Dossier N°5 de Tricontinental
Juin 2018

*Traduit par Jacques Boutard, édité par Fausto Giudice, *Tlaxcala*



Giorgia Prates/Brasil de Fato

Ville de Curitiba, Paraná, Brésil

L'ancien Président Luis Inácio Lula da Silva est emprisonné dans le bâtiment de la Police Fédérale. Sa détention est arbitraire et injuste. En octobre, les Brésiliens vont élire leur prochain président. Tous les sondages indiquent que Lula gagnerait cette épreuve haut la main ; il recueille deux fois plus d'intentions de vote que son plus proche concurrent. Son arrestation et sa détention semblent être une tentative pour empêcher sa candidature à la présidentielle.

Devant la prison, une multitude a établi un campement. Ce campement a été baptisé du nom de Marisa Leticia, en l'honneur de l'épouse de Lula, morte l'année dernière. Tout le travail est réparti parmi les occupants du campement. Ils distribuent la nourriture, nettoient, organisent des activités culturelles, tiennent des débats politiques et assurent la sécurité. Tous les matins et tous les soirs, ils scandent, d'une voix forte et claire, « Bonjour Président Lula ! » et « Bonne nuit Président Lula ! ». Ils sont là comme des sentinelles contre l'étouffement de leur démocratie.

Entre le campement et la prison, il y a un fossé. Le premier représente la démocratie, la seconde, un coup d'État.



Giorgia Prates/Brasil de Fato

Histoire: Qu'est-ce qui se cache derrière le coup d'État soft au Brésil?

Le processus démocratique au Brésil, inauguré à la chute de la dictature militaire en 1985, semble très mal en point aujourd'hui. Des intérêts étrangers – en l'occurrence ceux des USA et de leurs alliés – ont engagé une nouvelle offensive, pas seulement contre le Brésil, mais contre l'Amérique latine toute entière. Les tentatives pour faire retrouver sa souveraineté à l'Amérique latine ont souffert de cette nouvelle offensive.

L'assaut systématique contre le Parti des Travailleurs (PT) de la présidente Dilma Rousseff (qui a succédé au Président Lula) et son gouvernement, a commencé à la mi-2013. En juin, des milliers de jeunes gens sont descendus dans la rue pour protester contre l'augmentation des tarifs des autobus. Le gouvernement de l'État de São Paulo était dirigé par le parti de droite Partido da Social Democracia Brasileira (PSDB). Il a envoyé la police réprimer durement les manifestants. Les protestations ont redoublé d'intensité : un million de jeunes sont descendus dans la rue dans tout le pays. Les revendications étaient variées, mais elles tournaient toutes autour du thème de l'amélioration des services publics et du rejet de la corruption des classes dominantes. Ce qui galvanisait les manifestants, c'était bien sûr l'augmentation des tarifs des transports publics. Les médias dominants, le réseau Globo en tête, ont d'abord condamné ces mobilisations. Puis ils y ont vu une opportunité. Ils se sont donc mis à soutenir les manifestations, appelant même les gens à descendre dans la rue. Ce

qu'ils voulaient avant tout, c'était se servir de ces manifestations pour dénier sa légitimité au gouvernement du PT.

Les classes dominantes ont utilisé tous les moyens pour briser le gouvernement du PT – pas à cause d'une faillite du gouvernement lui-même, mais parce qu'il avait commencé à grignoter le pouvoir de l'oligarchie. Malgré leurs efforts, la présidente PT Dilma Rousseff a été élue pour un second mandat fin 2014. Les forces de l'opposition – et leur porte-parole Rede Globo – ont alors accentué leurs efforts de déstabilisation. Elles ont refusé d'accepter le résultat de l'élection. Elles ont tout fait pour entraver l'action du nouveau gouvernement, neutralisant son action au niveau du parlement. Habilement, l'opposition de droite a entamé des poursuites contre la présidente pour corruption. Les accusations portées contre Dilma Rousseff étaient fausses, comme cela a été démontré au Sénat brésilien et reconnu par la suite par des dirigeants de droite lors d'entretiens publics. Malgré cela, ces poursuites ont abouti à la destitution de Dilma Rousseff. Cette destitution est considérée par beaucoup comme un coup d'État parlementaire.

Selon la professeure Ermínia Maricato de l'Université de São Paulo, l'année 2013 a marqué la fin de l'hégémonie politique du PT. Deux ans plus tard, la procédure de destitution contre Dilma Rousseff a débuté à la Chambre des Députés. Dilma Rousseff a subi un flot de critiques de la part des médias et de l'opposition politique, avant d'être destituée en avril 2016. La présidence a été transmise à Michel Temer, du parti de droite Movimento Democrático Brasileiro (PMDB), qui a fait l'objet de nombreuses accusations

de corruption, y compris de détournement de fonds publics pour un montant de 185 millions de dollars US. Selon la professeure Maricato , « les mouvements populaires qui ont impulsé le cycle démocratique n'ont pas su se renouveler sur la durée ». Ils ont été débordés par l'attaque de la droite contre le gouvernement Rousseff. « Surtout », insiste-t-elle, « les mouvements populaires n'ont pas su convaincre leur base sociale de ce qui était en train de se tramer dans les cercles politiques. Ils ont été surpris par les mobilisations et ont été incapables de produire un discours et un programme alternatifs. »

Le nouveau gouvernement putschiste a mis en place un programme clairement antipopulaire. Il a promu une série de lois sur le travail qui ont affaibli les syndicats et ont entraîné une détérioration des conditions de travail. Il a détourné des ressources précédemment affectées aux mesures sociales. Il a mis en place une politique étrangère qui a rendu le pays dépendant des intérêts étrangers, notamment en livrant les ressources naturelles aux multinationales. Il a changé la loi pour permettre le démantèlement de la plus grande compagnie d'État – Petrobras. Il a criminalisé les luttes populaires, y compris les plateformes politiques de gauche. En un mot, il a tenté de miner les conquêtes sociales mises en œuvre par les gouvernements PT de Lula et Dilma Rousseff depuis 2003.

Quels sont les motifs sous-jacents de cette attaque contre la démocratie brésilienne ? Quels facteurs ont créé une situation où le candidat à la présidentielle Lula est en prison, malgré son extraordinaire popularité chez les Brésiliens et son avance

écrasante dans les sondages ? Pourquoi les mouvements populaires et les syndicats s'engagent-ils dans la défense de Lula et dénoncent-ils cette attaque contre la jeune démocratie brésilienne ? Notre dossier, le cinquième de l'Institut pour la Recherche Sociale Tricontinental, tente de répondre à ces questions.

La Marée Rose

Dès l'année 2000, les forces progressistes ont régulièrement progressé dans toute l'Amérique Latine. Elles se sont fermement opposées au Consensus de Washington, un ensemble de politiques imposées par les USA et leurs alliés, qui obligeaient les pays d'Amérique latine à privatiser leurs actifs, déréglementer leurs activités économiques et démanteler leur droit du travail. Les politiques imposées par le Consensus de Washington ont mené à l'effondrement de l'économie dans de nombreux pays d'Amérique latine. C'est pourquoi dans cette région du monde on évoque parfois les années 1980 comme la « décennie perdue ». Les années 1990 n'ont pas été meilleures. Les inégalités sociales ont persisté, alors que les dictatures militaires s'effondraient.

L'Amérique latine a été le théâtre d'une vague de changements politiques entre la fin des années 1990 et la première décennie du XXIème siècle. Ces victoires électorales ont mis en place

des gouvernements qui ont essayé de trouver des alternatives au néolibéralisme (terme généralement employé pour désigner les mesures préconisées dans le Consensus de Washington). Ils voulaient faire passer les besoins du peuple avant ceux de l'oligarchie et des multinationales. Du Venezuela à l'Argentine, de la Bolivie au Brésil, cette « vague rose » a déferlé sur le continent. Les nouveaux gouvernements ont reconnu qu'il leur serait impossible de maintenir leur orientation progressiste s'ils se limitaient à des politiques égalitaristes dans le cadre limité de leurs frontières nationales.

Il leur fallait créer un nouveau type de politique régionale. C'est pourquoi ils ont conduit un programme d'intégration au niveau régional par l'intermédiaire de plateformes telles que l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR) en 2004 et la Communauté d'États Latino-Américains et Caraïbes (CELAC) en 2008. C'est pourquoi le Brésil est devenu un élément important du bloc Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA), puis du bloc Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud (BRICS) à la fin des années 2000. Ces plateformes étaient conçues pour renforcer les relations internationales sur un axe régional et sur un axe Sud-Sud, dans le but express d'arracher la région à l'emprise des USA et de leurs alliés. Bien que les BRICS n'aient pas rompu complètement avec les politiques néolibérales, ils étaient néanmoins un obstacle aux ambitions occidentales de domination totale.

À l'intérieur du Brésil, le PT a défendu un programme qui s'appuyait sur les opportunités offertes par la recomposition

des classes sociales pour avancer des revendications au nom des pauvres, sans remettre totalement en cause le néolibéralisme. Le gouvernement du PT a instauré des lois réglementant le travail et augmentant le salaire minimum. Il a initié un combat contre la pauvreté, visant en particulier à éradiquer la faim. Il a fait connaître à des millions de gens les bienfaits de l'approvisionnement en eau et en électricité. Il a permis aux jeunes de la classe ouvrière ou issus de milieux précaires d'accéder à l'université. Toutes ces politiques ont contribué à la réduction des inégalités sociales. Ce que le PT a omis de faire, cependant, c'est de toucher aux profits des élites brésiliennes et au système financier du Brésil. Il n'a pas non plus voulu affronter le monopole des médias. Ces derniers sont restés intacts.

Les fonds permettant ces politiques social-démocrates devaient venir de Petrobras, entre autres. Le gouvernement a tenté de rétablir le contrôle étatique sur Petrobras et d'utiliser ses profits pour le développement du pays. Dans l'intérêt général, les profits de Petrobras seraient investis dans le domaine public, par exemple dans la recherche et le développement et la croissance économique. Les gouvernements de Lula et de Dilma Rousseff ont pesé de tout leur poids pour que l'exploration pétrolière soit le monopole de la compagnie étatique Petrobras – sur la base de la Loi sur le Pétrole de 2012 – et que ce droit fondamental ne soit pas livré aux multinationales étrangères de l'énergie. Les technologies innovantes de Petrobras lui ont permis de découvrir du pétrole dans la couche pré-salifère en 2007. En retirant au secteur privé l'exclusivité de la recherche

pétrolière, le gouvernement du PT a pu utiliser les royalties plus élevées pour investir dans la santé et l'éducation au bénéfice du peuple brésilien.

Au niveau international, l'UNASUR et la CELAC ont contribué à stimuler la croissance de l'Amérique latine au niveau régional et la collaboration transfrontalière en poursuivant des objectifs qui ne cadraient pas avec les intérêts des USA et de leurs alliés. Le bloc des BRICS, malgré ses limites, offrait une voie alternative de développement et de financement échappant à l'hégémonie du FMI et de la Banque Mondiale. Cette banque, la Nouvelle Banque de Développement, et d'autres institutions dépendant des BRICS, était conçue pour échapper à la domination géopolitique de l'Occident et de ses institutions (le FMI et la Banque Mondiale).



Giorgia Prates/Brasil de Fato

La guerre hybride

Après la crise financière de 2008, Les USA et leur alliés ont monté une nouvelle offensive globale pour reprendre le contrôle d'un système qui devenait rapidement multipolaire. Tout gouvernement qui agissait de manière autonome et présentait une menace à l'hégémonie US a subi des pressions. Le coup d'État au Honduras en 2009 a marqué le début d'une nouvelle période pour l'Amérique latine. Il a démontré que les USA étaient prêts à employer tous les moyens pour reprendre le contrôle de l'Amérique latine. Du Mexique à l'Argentine, les USA ont affirmé leur pouvoir par des mesures économiques et sociales ainsi que des menaces d'intervention.

Les USA ont développé une nouvelle stratégie pour regagner leur emprise sur l'Amérique latine – une politique de guerre non conventionnelle. Le manuel de guerre non conventionnelle des forces spéciales US expose des tactiques conçues pour « exploiter les points faibles politiques, militaires, économiques et psychologiques des puissances hostiles, en suscitant des forces de résistance afin d'atteindre les objectifs stratégiques des USA ». La machine militaire US a développé le concept de la « guerre hybride », qui exige un éventail de techniques, dont beaucoup ne se limitent pas au champ de bataille classique.

Le journaliste Pepe Escobar assure que la « guerre hybride » a constitué une stratégie efficace pour l'intervention des USA

dans les pays du bloc des BRICS. La Russie, qui est un des pays les plus puissants de ce bloc, a dû faire face à une attaque contre sa monnaie au moyen d'une guerre des prix du pétrole, puis d'une « révolution de couleur » en Russie même. L'encercllement de la Russie et de la Chine par les bases militaires US, ainsi que l'avance de l'OTAN vers l'est, ont mis la pression sur ces deux pays. Cependant, les méthodes utilisées contre le Brésil étaient bien plus subtiles et complexes. L'opposition politique au Brésil étant incapable de gagner les élections dans les urnes, ses objectifs étaient sérieusement compromis. Ainsi, l'appui des USA à l'opposition dans ses tentatives de délégitimer le gouvernement du PT a été très utile à celle-ci. Elle a utilisé les médias et la magistrature pour s'en prendre au gouvernement élu.

L'oligarchie s'est servie d'accusations de corruption pour salir le gouvernement et s'attirer les faveurs de la classe moyenne, bien qu'elle soit elle-même mouillée dans ses propres scandales de corruption. Elle a utilisé les réseaux sociaux pour faire avaler à des jeunes gens désorientés la notion que Dilma et Lula étaient les gens les plus corrompus qui soient au Brésil. Le Brésil a été soumis à cette guerre non conventionnelle menée par l'oligarchie et ses soutiens à l'étranger. Le coup d'État de 2016 est l'aboutissement de cette guerre hybride.

Le professeur Alexandre Aragão de Albuquerque, un chercheur membre du Groupe Démocratie et Mondialisation de l'Université d'État du Ceará (UECE), souligne deux processus simultanés dans la guerre non conventionnelle menée contre le

Brésil. D'abord, la création d'une « légitimité » – en peignant les opposants à l'oligarchie (dans ce cas, Lula et Dilma) comme des êtres corrompus, afin de pouvoir les renverser et soutenir leurs adversaires au nom de la « lutte contre la corruption ». Ensuite, la diabolisation des adversaires de l'oligarchie, afin de les faire passer pour des êtres diaboliques, causes de tous les maux. Si votre cause est légitime et que celle de vos adversaires est diabolique, alors vous avez la voie libre pour utiliser tous les moyens contre eux – y compris un coup d'État parlementaire contre un président élu.

Cet assaut contre la démocratie est soutenu par le géant médiatique Rede Globo, ainsi que par la magistrature et les élus de droite, et des groupes au financement occulte qui fabriquent des fausses nouvelles et incitent une classe moyenne par ailleurs non engagée politiquement à participer au renversement d'un gouvernement démocratiquement élu.

Le procès contre Lula

Une des méthodes de la guerre non conventionnelle utilisées au Brésil a été la guerre juridique. La guerre juridique consiste à employer la magistrature comme arme contre son ennemi. Le général de division US Charles Dunlap a appelé la guerre juridique « l'emploi de la loi comme arme de guerre ».

Carlos Lodi, professeur de droit à l'Université d'État de Rio de Janeiro (UERJ), dit que la guerre judiciaire est le « processus qui consiste à utiliser la loi pour obtenir des résultats politiques. Les adversaires sont éliminés par l'intermédiaire du système judiciaire plutôt que par le processus électoral validé par la Constitution ». Si vous ne parvenez pas à vous débarrasser d'un adversaire politique par la voie des urnes, débarrassez-vous de lui par des moyens « légaux ».

L'instrument utilisé pour se débarrasser du PT et de ses dirigeants a été l'Opération Lava Jato, qui a débuté en 2014. Elle a été menée par le juge Sérgio Moro, qui a été chargé d'enquêter sur les accusations de corruption dans la façon dont Petrobras accordait les gros contrats. Il devint vite clair, cependant, que l'opération Lava Jato serait utilisée comme le moyen de persécution politique contre les présidents Dilma Rousseff et Lula. Les intentions politiques derrière l'opération Lava Jato sont devenues claires quand le juge Moro a fait fuiter illégalement l'enregistrement d'une conversation téléphonique de Dilma Rousseff. Cette fuite était une violation des lois qui protègent la sécurité nationale. L'objectif évident de la fuite était de créer une atmosphère de culpabilité autour de Dilma Rousseff et d'autres avant même que les enquêtes n'aient été menées à leur terme. Cela constituait un jugement moral qui devait faciliter sa destitution et l'empêcher de nommer Lula au poste de chef de cabinet du gouvernement (Dilma Rousseff avait nommé Lula à ce poste en mars 2016, mais le Tribunal Suprême avait cassé cette nomination).

L'effet de l'opération Lava Jato sur Petrobras a été dramatique. La compagnie en a été affaiblie. À l'occasion de cette attaque, l'économie brésilienne a perdu 38,5 milliards de dollars US pour la seule année 2015. Toute la chaîne de production a été impactée, réduisant au chômage quatre millions de Brésiliens.

La principale motivation de l'Opération Lava Jato était de trouver des éléments compromettants qui puissent lier Lula à la corruption d'entreprises. L'enquête, qui a eu recours à des procédures illégales comme les fuites, a totalement défiguré le processus judiciaire. Il fallait absolument prouver la culpabilité de Lula, quelles que soient les preuves. Il ne fallait pas que le respect des formes légales et la réalité des faits viennent compromettre le succès de l'opération. Pour remettre en œuvre un programme néolibéral, il fallait absolument que Lula soit écarté.

Plusieurs procédures illégales ont été mises en œuvre à cette occasion, y compris l'écoute illégale des appels téléphoniques de Lula et de ses avocats, ainsi que la tentative qu'a fait la police d'emmener Lula de force à Curitiba pour le forcer à témoigner (elle a échoué à cause d'un mouvement de foule). Des hommes d'affaires, eux-mêmes poursuivis pour corruption, ont accusé Lula de certains crimes sans présenter la moindre preuve. Leur témoignage leur a valu des réductions de peine. Ce marchandage aurait dû rendre leur témoignage non recevable auprès du juge. Mais le processus de la guerre juridique a permis que leur témoignage soit pris au sérieux. Il n'a pas été tenu compte de leurs motivations.

Le professeur de Sciences Politiques Luis Felipe Miguel de l'Université de Brasília (UNB) décrit les mécanismes utilisés contre Lula comme les trois pointes d'un triangle. La première est la fuite d'informations organisée contre Lula par la Police Fédérale ou le Ministère de la Justice, fuite ensuite reprise par tous les médias dominants. La seconde a suivi la direction inverse. Les médias ont lancé des accusations qui ont ensuite fait l'objet d'enquêtes de la part du système judiciaire. Cela a légitimé les accusations des médias. La troisième pointe du triangle prend la forme de fausses nouvelles, qui ont leur origine dans diverses rumeurs et l'exagération des fuites organisées par la police et la magistrature. Ces fausses nouvelles se sont ensuite répandues sur les réseaux sociaux et les forums sous forme de caricatures et de messages simplifiés à l'extrême. Ces messages ont nourri un activisme droitier et créé une ambiance délétère faite de mensonges et de haine. Ces fausses nouvelles ont pris la place de l'information authentique.

Dans l'incapacité de trouver le moindre élément à charge contre l'ex-président Lula, les tribunaux ont eu recours au prétexte fallacieux d'un appartement qui aurait été offert à Lula. Cet appartement – baptisé Triplex – se trouve dans la ville de Guarujá, sur le littoral de l'État de São Paulo. José Aldemário Pinheiro Filho, ex-président du conglomérat d'entreprises brésiliennes d'ingénierie OAS, a prétendu que l'appartement a été offert à Lula par l'OAS pour obtenir des contrats avantageux de la part de Petrobras. Pinheiro était incarcéré depuis plus d'un an quand il a fait cette déclaration. Jusque-là, il avait toujours nié la participation de Lula à un

quelconque système de corruption. Ce n'est qu'après avoir reçu l'assurance d'une réduction de peine qu'il a impliqué l'ancien président dans l'affaire Triplex. Il n'existe cependant aucune preuve de la réalité de cette affaire.

Le juge Sérgio Moro a condamné Lula à de la prison pour de prétendues faveurs qu'il aurait reçues en échange de contrats et de blanchiment d'argent. Moro a appuyé sa décision sur les accusations de Pinheiro au sujet du Triplex. Ce verdict a été soumis à trois juges de la cour d'appel, lesquels se sont hâtés de déclarer Lula coupable. Ils ont lu 250 000 pages de rapport d'enquête en six jours, un record ! Le sociologue Emir Sader a dit que cela équivalait à lire 2 000 pages par heure sans dormir ! Dans ce cas précis, il est peu probable que les juges aient fait très attention aux détails de l'acte d'accusation.

Le Tribunal Supérieur de Justice (TSJ) a rejeté la requête en habeas corpus de l'ancien président. Sur la base d'une décision du TSJ, Sérgio Moro a délivré un mandat d'arrêt contre Lula. Cela obligerait Lula à rester en prison jusqu'à ce que les tribunaux aient statué sur son cas. Pour l'instant, son dossier est entre les mains du Tribunal suprême fédéral (Supremo Tribunal Federal, STF). L'incarcération de Lula a pour but de salir son image. Elle fait aussi partie de la campagne pour l'empêcher de se présenter au nom du PT aux élections d'octobre. Si Lula devait être réélu président, il mettrait sûrement un frein aux tentatives de l'oligarchie et des USA de réaligner le Brésil sur les exigences de l'hégémonie US et des multinationales.

Le samedi 7 avril, Lula était au siège de la Fédération des Métallurgistes de l'ABC [triangle industriel formé par les villes de Santo André, São Bernardo do Campo et São Caetano do Sul]. C'est le syndicat qui a joué un rôle crucial dans le retour du Brésil à la démocratie après les pires années de la dictature. À l'époque, Lula en était le dirigeant. Des milliers de gens, espérant empêcher l'arrestation de Lula, s'étaient rassemblés devant le siège de ce syndicat – un symbole de la démocratie. Ils ont porté Lula en triomphe pendant qu'il allait se rendre aux autorités chargées d'appliquer le mandat d'arrêt délivré par les tribunaux, de plus en plus perçus comme le symbole de l'oligarchie.

La défense de Lula

Lula est accusé de posséder un appartement qui lui aurait été donné par l'entreprise OAS. Selon le Front Brésilien des Juristes pour la Démocratie (Frente Brasil de Juristas pela Democracia), qui s'est constitué afin de combattre le coup d'État et défendre les droits du peuple, il n'existe aucun témoin qui puisse prouver que Lula est le propriétaire de cet appartement. Ce qui est prouvé, c'est que Lula a visité l'appartement une fois. Pas plus. Le crime, cependant, n'est pas que Lula ait un appartement. Le crime supposé est qu'il aurait reçu l'appartement pour avoir

accordé un contrat avantageux à une entreprise. On appelle cela de la corruption passive. Pour déclarer Lula coupable, il faudrait que le juge Moro identifie clairement les faveurs que Lula aurait accordées en échange de l'appartement. Cependant, comme l'explique le professeur de droit Carlos Lodi, le juge Moro a été incapable de prouver que Lula s'est rendu coupable de connivence avec l'OAS, ou qu'il est intervenu en son nom auprès de Petrobras. De plus, aucun document ne prouve que Lula est le propriétaire de l'appartement.

Le jugement rendu par Sergio Moro ne tient pas compte des dépositions de 73 témoins de la défense qui ont dit que Lula n'avait pas acquis l'appartement. En revanche, il a ajouté crédit aux déclarations de deux accusés qui avaient déjà été condamnés et avaient changé leur déposition originale pour obtenir une réduction de peine. Les avocats de Lula ont contesté la procédure, en signalant les lacunes de l'acte d'accusation. Le juge Moro a rétorqué qu'il n'était pas nécessaire de prouver que Lula était le propriétaire du Triplex ou que la construction ou la rénovation du bien avait été payées par des fonds détournés provenant de Petrobras. Il est intéressant de noter que cette dernière allégation – selon laquelle des fonds de Petrobras auraient été détournés pour la rénovation de l'appartement – a permis de transférer l'affaire depuis le tribunal de São Paulo au cabinet du juge Sérgio Moro. Lula a été condamné sans preuves. Que la magistrature et les médias l'aient jugé coupable, était apparemment une preuve suffisante. Aucune preuve matérielle n'était nécessaire.

Le putsch qui a commencé par la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016 s'est transformé en une tentative pour empêcher Lula de se présenter aux élections présidentielles de 2018. C'est une agression évidente contre la démocratie brésilienne. Comme l'a dit la journaliste Ivana Jinkings, « l'arrestation de l'ancien président Lula est devenu le symbole du démantèlement de la démocratie brésilienne ».



Giorgia Prates/Brasil de Fato

Le coup d'État soft, perspectives

La tentative d'empêcher Lula de se présenter à la présidence en 2018 a deux objectifs majeurs.

Le premier est de priver le peuple brésilien de son droit à choisir son propre gouvernement. Le second objectif vise à réajuster la politique brésilienne en écartant l'ensemble des mesures populaires et démocratiques et en la réalignant sur un programme politique favorable aux marchés financiers et à l'hégémonie yankee.

Ce second point, le réaligement des relations du Brésil avec les milieux d'affaires et les autres pays, suit trois axes principaux :

1. L'alignement inconditionnel sur les USA dans toutes les instances internationales, des Nations Unies à l'Organisation des États Américains.
2. L'adhésion sans réserve à la mondialisation néolibérale.
3. La mise en place d'un gouvernement favorable aux intérêts des USA, y compris dans la campagne internationale pour saper la Révolution Bolivarienne, d'abord au Venezuela, puis dans tout le reste de l'Amérique latine.

Le coup d'État soft au Brésil illustre le rôle que jouent traditionnellement les USA comme principal agent déstabilisateur en Amérique latine. Depuis le coup d'État au Honduras en 2009, ils se sont enhardis à faire pression sur les gouvernements pour renverser la dynamique bolivarienne. Actuellement c'est le Venezuela qui est dans le collimateur (voir Tricontinental Dossier no.4). Sous la pression yankee, les militaires brésiliens, colombiens et péruviens se sont massés aux frontières du Venezuela dans le cadre d'exercices conjoints appelés AmazonLog 17. Comme le remarque Ana Esther Ceceña, de l'Observatoire Géopolitique de l'Amérique latine, le siège que subit le Venezuela est un élément de l'offensive qui vise à stopper la vague de gouvernements progressistes dans toute l'Amérique latine.

Depuis le «putsch de basse intensité» de 2016, la nouvelle politique mis en œuvre à démantelé les droits sociaux et économiques que le peuple avait conquis par ses luttes. De plus, elle a rompu le pacte passé en 1985, à la fin de la dictature. Ce pacte avait été inscrit dans la Constitution de 1988. Il est maintenant en lambeaux.

Les exemples les plus visibles de cette rupture du pacte se trouvent dans les « réformes » instaurées par le gouvernement Temer dans la législation du travail et de la sécurité sociale. Le résultat de ces réformes promet d'être calamiteux. Il y aura encore plus de chômeurs au Brésil – leur nombre atteint déjà les 13 millions. La faim et la pauvreté vont s'aggraver. La mortalité infantile, maintenant à son plus bas niveau historique, devrait

augmenter. En même temps, le gouvernement prévoit de geler les investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour les vingt prochaines années.

Le gouvernement Temer a offert de gros avantages aux multinationales et à l'oligarchie. Un changement majeur de la Loi sur l'Exploration Pétrolière est en préparation – en particulier en ce qui concerne les découvertes faites dans les gisements pré-sel. Alors la compagnie étatique Petrobras cessera d'être l'unique exploitant de ces ressources. La loi précédente garantissait qu'au moins 30 % des parts dans un contrat d'extraction pétrolière resteraient dans les mains de Petrobras. Les nouvelles modalités réduiraient le contrôle de l'État dans le développement de ce secteur – ce qui facilitera pour les compagnies pétrolières étrangères l'obtention de droits de prospection pétrolière et gazière.

Le remaniement de la Loi sur l'Exploitation des Ressources Naturelles au bénéfice des compagnies étrangères illustre un changement d'orientation de la politique étrangère brésilienne, à l'heure où elle se soumet aux exigences politiques et économiques des USA.



Giorgia Prates/Brasil de Fato

Lula comme symbole

Lula est le symbole vivant de la capacité de la classe ouvrière à conquérir le pouvoir. C'est ce que cet ex-métallurgiste représente maintenant au Brésil. Les luttes de la classe ouvrière sont maintenant indissociables de la défense du droit de Lula à être candidat à l'élection présidentielle. Cette bataille est le point culminant de la lutte pour des élections libres et démocratiques en 2018, la lutte pour vaincre les instigateurs du putsch, et pour abroger les réformes néolibérales appliquées par le gouvernement Temer.

Les travailleurs le savent. La Fédération des Travailleurs du Pétrole fait partie d'une des plus grandes fédérations syndicales du pays, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT). Pour ces travailleurs, il est clair que l'arrestation de Lula est directement liée à la tentative du gouvernement putschiste de livrer le pétrole du Brésil au capital étranger. Cette trahison impacte directement leurs emplois et le développement de la nation. Des assemblées de travailleurs de l'industrie du pétrole ont voté des grèves contre la destruction de Petrobras amorcée par la privatisation de ses raffineries. Ils ont aussi convoqué des grèves pour la défense de Lula. En plus de la Fédération des Travailleurs du Pétrole, le Front Populaire du Brésil – une coalition de divers mouvements populaires, de syndicats et de partis politiques de gauche – a mis sur pied des comités populaires de défense de Lula, de la liberté et de

la démocratie. Ce Front a mobilisé les gens pour dénoncer le putsch qui se déroule sous nos yeux.

Dans une lettre adressée au peuple brésilien, le Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (MST ou Movimento Sem Terra en portugais) a déclaré son soutien à la candidature de Lula à l'élection présidentielle. Pour le MST, cette défense fait partie de la lutte contre le régime putschiste. Pour lui, cette lutte contribue à entretenir l'espoir du peuple brésilien de sortir de l'actuelle crise de légitimité au Brésil. La lettre du MST désigne les coupables clairement identifiables de cette crise :

1. Le capital financier.
2. Les médias – principalement la Rede Globo.
3. La magistrature.

Les tensions sociales s'intensifient. Les monstres de la haine et du néofascisme sont à l'affût. Ce sont les créatures de la Rede Globo, de la magistrature et des conservateurs. L'assassinat de la militante des droits humains et conseillère municipale de Rio de Janeiro Marielle Franco, du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), ne peut se comprendre que dans le cadre de ces tensions. Marielle Franco dénonçait les violations de l'État et le génocide en cours contre les Afro-Brésiens. Cela lui a coûté la vie.

Avant d'être arrêté, Lula a fait campagne dans tout le pays contre le gouvernement putschiste. En mars 2018, des coups de feu ont été tirés contre sa caravane dans l'État du Parana. Le Campement Maria Letícia a aussi été la cible de tirs en avril 2018. Tel est le climat dans le Brésil d'aujourd'hui. Dans un cas comme dans l'autre, les coupables n'ont pas été identifiés. L'enquête sur l'assassinat de Marielle Franco n'a pas progressé non plus.

Le nombre de gens qui participent au Campement Marisa Letícia continue d'augmenter. Des caravanes arrivent de tout le pays. Au départ, les gens qui vivent autour du campement étaient hostiles à sa présence. Mais petit à petit, ils ont fini par reconnaître ses mérites. Ils y participent maintenant par diverses actions de solidarité – en permettant aux participants d'utiliser leur salle de bain et de laver leurs vêtements, en leur donnant de la nourriture et en participant aux événements culturels et aux débats. Leur hostilité s'est maintenant changée en solidarité. C'est à cela que ressemble l'avenir : pas à un gouvernement putschiste, mais au Campement Marisa Letícia.





Giorgia Prates/Brasil de Fato

Lettre du MST au peuple brésilien

Le Brésil traverse une profonde crise politique, économique, sociale et environnementale, conséquence de la crise du capitalisme international et de son incapacité à résoudre ses contradictions inhérentes. Dans ce contexte, des mesures autoritaires telles que des coups d'État et des attaques contre la démocratie figurent parmi les formules adoptées pour imposer l'application d'une violente offensive néolibérale qui dépouille les travailleurs de leurs droits tout en usurpant l'État et en l'asservissant aux intérêts des grands conglomérats.

Pour les affronter, il est nécessaire d'identifier clairement les responsables de cette crise et de l'instabilité politique où nous sommes plongés.

1. Le capital financier international.
2. Les médias, en particulier la Rede Globo, qui a nourri et engraisé les putschistes et les mouvements fascistes.
3. La magistrature, qui, d'une part, place ses propres intérêts et ses privilèges au-dessus de la Constitution, et, d'autre part, récompense en lui accordant l'impunité toute répression et toute violence à l'égard des pauvres

Cette situation exige l'unité des forces progressistes dans

l'action et des efforts pour construire un Projet Populaire pour le Brésil qui puisse faire face aux problèmes structurels de notre pays :

1. Le combat contre la misère et le chômage.
2. La nécessité de faire repartir le développement économique.
3. La nécessité de construire des logements et de faire face au problème des transports urbains.
4. La nécessité de garantir la gratuité de l'accès à la santé et à l'éducation.
5. La nécessité de réaliser la réforme agraire dans les campagnes.
6. La nécessité de protéger les ressources naturelles en tant que bien commun et d'empêcher leur privatisation.
7. La nécessité de recouvrer la souveraineté nationale.

C'est pourquoi nous appelons la société brésilienne dans son ensemble à participer au Congrès du Peuple Brésilien. Ce Congrès est organisé par le Front Populaire du Brésil. Il a pour objectif d'offrir un espace pour discuter de tous les problèmes du pays, et de créer des formes d'organisation qui permettent d'adopter les mesures structurelles nécessaires pour les

surmonter. Nous réaffirmons en même temps notre conviction de l'innocence du président Lula. Nous défendons son droit à se présenter à l'élection présidentielle. Et nous exigeons qu'il soit mis fin à son incarcération pour des motifs politiques, fruit d'un processus illégal et illégitime.

Pour toutes ces raisons, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre déclare publiquement son soutien à la candidature de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence, car nous estimons que sa candidature symbolise la lutte contre le coup d'État, ainsi que l'aspiration du peuple brésilien au changement dans le contexte de la crise qui nous afflige tous.

Nous n'oublions pas notre camarade Marielle ainsi que tant d'autres victimes, jeunes et pauvres, de la répression. Puisse l'exemple de la vie de Marielle continuer à inspirer les jeunes, les femmes et les travailleurs, en ces temps de répression et d'autoritarisme. À sa mémoire, pas de minute de silence, mais l'engagement et la lutte des ouvriers et des travailleurs ruraux sans terre contre le putsch, contre la confiscation des droits et des libertés, pour un pays plus juste, plus équitable et souverain !

Liberté pour Lula! Marielle vit!
Luttons pour une Réforme Agraire Populaire !

—*Direction Nationale du Mouvement des Travailleurs Ruraux sans Terre (São Paulo, 12 mai 2018)*



Giorgia Prates/Brasil de Fato

Déclaration du Front Populaire du Brésil au peuple brésilien

1. Un homme est persécuté pour avoir prouvé – avec le peuple brésilien – qu'il est possible de construire une société plus libre, plus juste et plus digne. Cet homme, c'est Luiz Inácio Lula da Silva, le premier président du peuple, le défenseur des travailleurs et des pauvres. Le peuple subit le chômage, les bas salaires, la révocation de ses droits historiques, le démantèlement des mesures qui lui ont permis de vaincre la faim et de réduire la pauvreté. Les persécuteurs veulent nier au peuple le droit de voter librement pour la personne qui représente leurs intérêts.

2. Lula est persécuté par des secteurs de la magistrature, particulièrement le Tribunal Fédéral, le Ministère public et l'unité spéciale en lien avec l'opération Lava Jato. Il est aussi persécuté par le TRF-4 et la Rede Globo, le groupe médiatique le plus puissant et le plus tyrannique du pays. Ce but de cette persécution arbitraire et illégale est d'empêcher les gens de voter pour lui.

3. Ils ne veulent pas simplement arrêter Lula. Ils veulent éliminer les causes dont il est le représentant et le défenseur : l'intégration sociale et la promotion des droits du peuple, particulièrement des femmes, des enfants, des Noirs, des indigènes, de la communauté LGBT et des personnes ayant des besoins spéciaux ; la garantie de salaires permettant

de vivre dignement et la création d'emplois ; le soutien aux petites et moyennes entreprises, à l'agriculture familiale et à la réforme agraire ; la défense de la souveraineté nationale et la construction d'un pays plus égalitaire et plus juste.

4. Pour empêcher Lula de se présenter à l'élection présidentielle, ils répandent des calomnies, ils montent un procès arbitraire – l'accusant de crimes inexistantes, bien que Lula ait toujours agi dans le cadre de la loi. Ils veulent le condamner, sans preuves. Ils n'ont aucun scrupule à violer les garanties constitutionnelles les plus élémentaires et les principes démocratiques les plus fondamentaux.

5. Lula est innocent. Il continue à dénoncer l'opération Lava Jato, pour prouver qu'il n'a jamais reçu d'argent illicite de qui que ce soit. Ses appels téléphoniques et ses comptes bancaires sont espionnés, on le force à témoigner en dehors de toute légalité, on l'empêche de se défendre, on viole la vie privée de ses enfants, on accepte les déclarations de criminels en échange de remises de peine. Pourtant on n'a trouvé aucune preuve d'une activité délictueuse. Lula a déjà prouvé son innocence.

6. Lula s'est plié à l'arrestation illégale et arbitraire le 7 avril 2018, parce qu'il s'était engagé vis-à-vis du Brésil et du peuple brésilien. Il a reçu des offres d'asile de la part d'autres pays, mais il a choisi de rester ici et de faire front à ses accusateurs. Il croit que justice sera faite. Il attend son jugement.

7. Même en prison, Lula reste le candidat à la présidence

de la République. Il refuse de voir passivement son pays être administré par des gens incompétents en économie, en politique sociale et en politique tout court. Il n'accepte pas qu'on livre les biens nationaux à des intérêts privés en compromettant la souveraineté du Brésil. Les acteurs du putsch – y compris le groupe Globo – veulent maintenir Lula en prison et le tenir à l'écart des élections. Mais le peuple, la loi et la Constitution sont du côté de Lula.

8. La loi électorale garantit que Lula peut être le candidat de son parti à l'élection présidentielle et que sa candidature peut être enregistrée, et son nom inscrit sur les bulletins de vote et les affiches de campagne. Le Tribunal Électoral décidera de son éligibilité. Ce ne sont pas les commentateurs de Globo qui interprètent la loi dans les tribunaux. Ils ne représentent pas le Brésil. Ils ne font que répéter ce que disent leurs maîtres.

9. Lula garde sa foi dans le Brésil, qui peut redevenir l'une des plus grandes économies au monde, capable de se développer et de créer des emplois. Il croit que les Brésiliens peuvent retrouver confiance et souveraineté nationale, et prendre des décisions allant dans le sens de leur propre intérêt.

10. Pour ce faire, il est nécessaire de reprendre le contrôle de l'industrie nationale, rendre à Petrobras son rôle stratégique, sauver Eletrobrás et les banques publiques. Il est nécessaire d'investir plus dans l'éducation, la science, la technologie et la recherche, afin que le Brésil puisse redevenir concurrentiel au plan international. Il est nécessaire de réintroduire les

programmes sociaux qui garantissent les transferts de revenus, le soutien à l'agriculture familiale, la réforme agraire, l'habitat populaire, ainsi que les mesures d'augmentation des salaires, afin que le peuple puisse participer à la croissance économique et en récolter les fruits.

11. Le Brésil ne sortira de cette crise profonde que par des élections libres et démocratiques. Toutes les forces politiques et tous les candidats – y compris Lula – doivent pouvoir y participer. Le Brésil ne pourra redevenir un pays équitable que quand nous aurons un gouvernement légitime. À ce stade, nous devons avoir un débat sur la création d'un nouveau type de médias, qui ne soit pas l'instrument d'un monopole, qui permette l'accès direct à l'information et à un moyen d'expression démocratique.

12. Le Brésil veut être un pays où les droits de tous seront reconnus, où il n'y aura pas de place pour la haine et les préjugés, et où la violence à l'égard des pauvres, des Noirs, des femmes, des paysans et des indigènes – des gens comme Marielle Franco et Anderson Pedro Gomes – sera abolie.

13. Le Brésil veut à nouveau incarner l'espoir. Il veut être le pays de la fraternité, du respect des différences, d'un dialogue international pour la paix – comme il l'était quand Lula était président. Il veut avoir confiance dans le présent et de l'espoir pour l'avenir.

Pour des élections libres et démocratiques ! Libérez Lula !
Marielle Présente !
Pour le droit de Lula à être candidat !
Pour le droit du peuple à voter librement !

— *Front Populaire du Brésil*



Giorgia Prates/Brasil de Fato

Tricontinental: Institute
for Social Research *is an
international, movement-driven
institution focused on stimulating
intellectual debate that serves
people's aspirations.*

Tricontinental: L'Institut
pour la Recherche Sociale
*est une institution soutenue par
des organisations militantes et
dont l'objectif est de stimuler le
débat intellectuel au service des
aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org